

...le rapport d'information

POURQUOI L'AVENIR DE L'EUROPE SE JOUE EN UKRAINE

Cédric Perrin, président, Olivier Cigolotti, Ronan le Gleut, Jean-Marc Vayssouze-Faure

Une délégation de la commission s'est rendue à Varsovie les 18 et 19 décembre puis à Kiev les 20 et 21 décembre 2023.



Blindés russes exposés sur une place à Kiev, décembre 2023

1. UN CHOIX EUROPÉEN DE L'UKRAINE CLAIR, LÉGITIME ET COURAGEUX

A. UNE RUPTURE PROFONDE ET DURABLE ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE DONT IL CONVIENT DE TIRER TOUTES LES CONSÉQUENCES

Le choix délibéré de la Russie d'attaquer l'Ukraine le 24 février 2022 a constitué une décision dont les conséquences de long terme ne pouvaient être ignorées par ses initiateurs. Cette agression a mis un terme brutal au rapprochement économique qui était à l'œuvre depuis plusieurs décennies entre la Russie et les pays occidentaux. Les sanctions européennes et internationales adoptées à l'encontre de la Russie ont réduit drastiquement les échanges, les investissements et les activités économiques des entreprises occidentales en Russie.

Dès lors, le conflit se poursuivant et s'aggravant, il n'y aura pas de retour au *statu quo ante*. Il est donc essentiel de **mettre un terme définitif à la dépendance de certains pays européens à l'égard des ressources énergétiques russes** qui constitue un outil de pression sur les démocraties d'Europe de l'Ouest et de **penser l'avenir du continent non pas sans la Russie mais indépendamment de la Russie et de ses prétentions impérialistes.**

Recommandation n°1 : tirer toutes les conséquences de l'agression de l'Ukraine par la Russie et de sa volonté d'antagoniser les rapports avec l'Union européenne en mettant un terme à toute forme de dépendance à son endroit.

Même si ce n'était pas l'effet recherché par la Russie, l'agression de l'Ukraine a constitué un puissant facteur d'unité des pays membres de l'Union européenne à une ou deux exceptions près. L'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN a mis un terme à des situations héritées de la Guerre froide devenues obsolètes, tout en permettant de renforcer la défense de l'Europe sur son flanc nord. **Le réinvestissement des pays européens dans leur effort de défense constitue la conséquence la plus notable de long terme du conflit initié par la Russie.**

Pour autant, **les gouvernements européens peinent encore à définir de manière coordonnée la vision de leur relation avec la Russie ainsi que le degré de menace qu'elle représente pour le continent.** À cet égard, les autorités polonaises toutes tendances confondues ne se font aucune illusion quant à cette menace et appellent à défendre la souveraineté de l'Ukraine et à fournir l'aide promise. Les nouvelles autorités issues du scrutin législatif du 15 octobre 2023 appellent également de leurs vœux un renforcement de la « solidarité européenne » à travers le développement de coopérations industrielles renforcées dans le domaine de la production d'armements. Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat polonais, Grzegorz Schetyna, a par ailleurs indiqué que le niveau des dépenses militaires qui représente 3,9 % du PIB serait effectivement porté à 5 % comme le prévoyait la précédente majorité. **Cet engagement polonais ne peut qu'interpeller les pays d'Europe de l'Ouest qui peinent à porter leur propre effort de défense à 2 % du PIB.**



Rencontre avec Grzegorz Schetyna, président de la commission des affaires étrangères du Sénat polonais

Au-delà des acquisitions importantes de moyens militaires qui doivent permettre selon le président de la commission de la défense nationale de la Diète polonaise de « *répondre à une première attaque en attendant le soutien des pays de l'OTAN* », la Pologne est soumise à un défi démographique compte tenu d'une chute importante des naissances qui limite déjà aujourd'hui les possibilités de recrutement des armées et nécessite de réorienter les efforts de formation à destination de tous les volontaires.

C'est un nouveau modèle d'armée qui devra être mis en œuvre afin de poursuivre le projet de mise en place de six divisions, dont deux au moins ne sont pas aujourd'hui constituées faute d'effectifs suffisants. Cette transformation de l'armée polonaise est également

contrainte par la bonne tenue du marché de l'emploi et les difficultés à fidéliser les personnels en poste.

« L'opinion publique française n'a pas assez compris l'enjeu de ce qui se joue en Ukraine »

Cédric Perrin

Si les pays d'Europe de l'Est entendent poursuivre leur effort de défense, c'est avant tout parce qu'ils n'ont aucune confiance dans la Russie de Vladimir Poutine et dans la valeur des engagements qu'il pourrait prendre à l'occasion d'éventuelles négociations de paix. **Ils estiment que la cessation des hostilités ne servirait qu'à permettre à la Russie de reconstituer ses forces afin de repartir à l'assaut de ses voisins occidentaux, à commencer par les Pays baltes et la Pologne.**

C'est pourquoi l'ensemble des acteurs rencontrés lors de ce déplacement en Pologne et en Ukraine estiment nécessaire d'ancrer profondément l'Ukraine dans le camp occidental sans pour autant sous-estimer les difficultés d'un tel rapprochement. Comme l'a indiqué le président de la commission des affaires étrangères de la Rada, Olexandr Merejko, **« la guerre en cours n'est pas sur les territoires, la cession de territoires ne garantira pas une paix durable ».**

Recommandation n°2 : **expliquer aux Français les véritables enjeux du conflit en Ukraine qui dépassent les questions de territoires et visent à remettre en cause notre modèle européen de société démocratique.**

« Si on n'aide pas l'Ukraine à vaincre, nous serons les suivants d'ici 3, 5 ou 10 ans ».

Andrzej Grzyb, président de la commission de la défense nationale de la Diète polonaise

B. UN CHEMINEMENT UKRAINIEN VERS L'UNION EUROPÉENNE LONG, COMPLIQUÉ MAIS INDISPENSABLE

Face aux incertitudes concernant le soutien des États-Unis à l'Ukraine dans le contexte de l'élection présidentielle à venir, **de nombreux responsables politiques polonais et ukrainiens plaident pour un renforcement du soutien européen à l'Ukraine et une meilleure coordination.** Le changement de majorité politique en Pologne ouvre ainsi la voie à une réactivation du « Triangle de Weimar » afin de rapprocher les positions franco-germano-polonaises sur le conflit en cours et de favoriser la définition d'une nouvelle politique étrangère de l'Union européenne pour l'Est de l'Europe. **Les membres de la délégation considèrent qu'il serait utile de saisir cette opportunité offerte par l'évolution politique intervenue en Pologne.**

La France doit réinvestir sa relation politique avec la Pologne comme préalable à un renouveau des coopérations économiques, notamment dans le domaine du nucléaire civil et au développement des coopérations dans le domaine des industries d'armement.

Il est intéressant de noter que les accords passés avec les industriels sud-coréens sont des contrats-cadre et pas des commandes fermes. **Les montants annoncés constituent donc des plafonds, qui pourront être renégociés en fonction des besoins et de la possibilité de produire ou non certains équipements en Pologne.** Il existe donc encore des opportunités pour les entreprises européennes de défense. Par ailleurs, la priorité donnée dans les mois à venir par les autorités polonaises à la production de munitions, qui fait l'objet d'échanges avec des entreprises européennes comme Nexter, pourrait également bénéficier à l'Ukraine dont le besoin en munitions est considérable.

Par ailleurs, il est souhaitable que la France ouvre davantage ses formations militaires aux officiers polonais, afin de créer une culture commune, qui constitue souvent un préalable à des coopérations technologiques et militaires.

Recommandation n°3 : réinvestir notre relation politique et militaire avec la Pologne comme préalable à un nouveau partenariat économique et un engagement renouvelé dans la défense des frontières orientales de l'Union européenne. **Accueillir davantage d'officiers polonais dans les écoles de guerre françaises** afin de créer une culture commune.

Si les nouvelles autorités polonaises soutiennent le principe de l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, cette perspective n'est pas sans susciter des craintes importantes dans l'opinion publique, et plus particulièrement dans le secteur agricole, qui redoute une concurrence déloyale concernant plusieurs productions (maïs, céréales, viande, sucre...). L'intégration de l'Ukraine dans la politique agricole commune constitue un véritable sujet en Pologne, où l'on s'interroge sur la structure même du secteur agricole ukrainien composé d'un nombre réduit de très grandes propriétés pratiquant des méthodes intensives. Cet exemple du secteur agricole vient rappeler que **la question du principe de l'adhésion de l'Ukraine est sans doute moins difficile à trancher que les modalités de sa mise en œuvre** qui nécessiteront du temps et des évolutions importantes dans l'organisation de la société et de l'économie ukrainiennes.

Alors que la contre-offensive ukrainienne n'a pas donné les résultats escomptés, des débats ont lieu sur la suite du conflit et la possibilité pour l'Ukraine de récupérer ses territoires occupés. Les échanges menés en Pologne et en Ukraine ont permis d'établir qu'il n'était, de toutes les manières, pas envisageable de revenir au *statu quo ante*. L'Ukraine est en droit d'attendre des garanties de sécurité à l'endroit de son puissant voisin et l'adhésion à l'Union européenne constitue le seul projet porteur de suffisamment d'espoir pour maintenir mobilisées ses forces vives. Les garanties de sécurité seront un élément central, le moment venu, d'une négociation avec son agresseur qui promet d'être difficile.



Réunion de travail à la Rada ukrainienne

2. L'ISSUE DE LA GUERRE EN UKRAINE SERA LOURDE DE CONSÉQUENCES POUR L'EUROPE

A. LA NÉCESSITÉ DE POURSUIVRE ET RENFORCER L'AIDE OCCIDENTALE À L'UKRAINE À UN MOMENT CHARNIÈRE POUR LA SUITE DU CONFLIT

Selon un interlocuteur polonais de haut niveau, la Russie reste dans une posture offensive en particulier autour de la ville d'Avdiivka dans l'oblast de Donetsk, mais elle ne devrait pas lancer de grandes offensives avant l'élection présidentielle russe en mars. Il devrait en aller différemment à l'approche de l'élection présidentielle américaine. La Russie pourrait alors relancer des opérations terrestres d'ampleur. Selon le même interlocuteur, une nouvelle offensive russe sur Kiev ne peut être exclue à moyen terme si l'aide militaire occidentale devait faire défaut. En fait, les échanges menés en Pologne et en Ukraine ont permis d'établir que **Vladimir Poutine n'avait renoncé à rien de ses ambitions initiales et que le conflit n'avait aucune raison de cesser.**

Les nombreux entretiens menés par la délégation à Kiev ont confirmé **le sentiment de dégradation de la situation militaire avec une montée de la pression russe.** L'échec relatif de la contre-offensive engagée au printemps a par ailleurs créé un débat en particulier dans les médias occidentaux sur l'issue du conflit.

En l'absence de percée décisive **le conflit est devenu une guerre d'attrition dans laquelle deux armées s'opposent maintenant avec des atouts et des faiblesses opposés.** La Russie possède la masse de soldats qu'elle déverse chaque mois sans égards (30.000 soldats arrivent chaque mois sur le front pour remplacer jusqu'à mille pertes certains jours). L'artillerie russe continue à pilonner sans relâche et sans grande précision les lignes ukrainiennes tandis qu'après avoir quasiment cessé à l'automne, les attaques menées avec des centaines de missiles et de drones ont repris fin décembre sur toute l'Ukraine.

A contrario, les forces ukrainiennes poursuivent avec succès leurs opérations ciblées en Mer noire pour en chasser la flotte russe, **la défense anti-aérienne ukrainienne obtient des résultats probants y compris contre les missiles russes hypervéloces qui étaient supposés ne pas pouvoir être interceptés**, l'artillerie ukrainienne et les missiles d'origine occidentale font régulièrement mouche sur des objectifs à haute valeur ajoutée et les troupes ukrainiennes tiennent le front au prix de pertes qui demeurent confidentielles mais qu'on imagine élevées.

Quelle est la situation sur le front début 2024 ?

Compte tenu des différents éléments recueillis il apparaît que :

- le front est stabilisé à quelques exceptions près qui n'ont pas donné lieu à des percées exploitables ;
- la Russie cherchera sans doute en 2024 à conquérir la totalité des oblasts qu'elle occupe déjà (Donetsk, Louhansk, Zaporijjia...) afin de « consolider » ses gains ;
- une offensive russe avant le printemps est peu probable, car elle nécessiterait une nouvelle mobilisation et un accroissement de la production de matériels ;
- en Mer noire les Russes continuent le minage des routes commerciales tandis que leurs bâtiments d'assaut ont quitté la base de Sébastopol pour Novorossisk.
- les Russes ont engagé toutes leurs réserves et peinent à les reconstituer. Néanmoins il ne faut pas sous-estimer leur réservoir démographique, même hors mobilisation massive : ils feraient parvenir **30.000 nouveaux soldats sur le front par mois, ce qui excède leurs pertes.** De ce point de vue, **le temps joue pour les Russes ;**
- entre mai et décembre 2023, le nombre de soldats russes aurait augmenté de 20% sur le front, tandis que les nombres de chars et de pièces d'artillerie déployés auraient chacun augmenté de 60% ce qui illustre combien **la « masse » demeure du côté russe.** Ces chiffres contrastent brutalement avec l'essoufflement des livraisons occidentales à l'Ukraine.

Face à cette situation dramatique, **les membres de la délégation sénatoriale ont rendu hommage au courage des soldats ukrainiens et de leurs familles.** Ils ont également entendu les demandes pressantes des autorités ukrainiennes pour que l'aide occidentale ne baisse pas mais au contraire soit augmentée en quantité comme en qualité.

Lors des nombreux entretiens menés à Kiev, la qualité des matériels fournis par la France a été saluée. Oleksandr Zavitnevych, le président de la commission de la sécurité nationale, de la défense et du renseignement de la Rada a ainsi remercié les autorités françaises pour les différentes livraisons de dispositifs de défense sol-air, les systèmes d'artillerie Caesar et les blindés AMX10 dont les performances se sont révélées excellentes. Il a aussi insisté sur le rôle des sanctions contre la Russie qui demeurent indispensables, à défaut d'être suffisantes.

Quelle efficacité pour les armements français en Ukraine ?

Les membres de la délégation sénatoriale ont interrogé le ministre de la défense, Rustem Oumerov, sur l'aide militaire apportée par la France.

Cette aide est très appréciée par les autorités ukrainiennes à l'image des 54 canons Caesar aujourd'hui actifs sur le front. Les Ukrainiens ont appris à utiliser ces moyens au mieux de leurs possibilités. Ils implémentent des innovations afin, par exemple, de coupler le canon Caesar à un système de tir recourant à l'intelligence artificielle ce qui devrait permettre d'optimiser la consommation de munitions. À noter que les officiels ukrainiens interrogés ont démenti les critiques exposées en décembre 2023 dans un article de presse français sur l'emploi des Caesars et ont souhaité pouvoir en recevoir davantage, avec des munitions et des tubes de rechange.

Le ministre de la défense a souligné le besoin vital de munitions, qui manquent aujourd'hui. Il souhaiterait également que la France accorde davantage de moyens de défense sol-air et notamment des batteries SAMP-T mais aussi des Crotale et des Mistral.

Les autorités ukrainiennes demandent également que la France accroisse son effort de formation en pilotes de chasse notamment dans le domaine tactique. Ils ont également des besoins dans le domaine du contrôle des vols et des opérations aériennes. Parmi les autres demandes figurent la poursuite de livraison de missiles SCALP, de bombes Hammer mais également de systèmes de guerre électronique.

Le ministre de la défense Rustem Oumerov insiste enfin sur le fait que **la décision sur le champ de bataille se fera aussi sur la qualité des technologies.** Qu'il s'agisse des systèmes d'artillerie à haute manœuvrabilité, des systèmes permettant de contrôler des essaims de drones ou encore des radars qui équiperont les F16, **l'Ukraine a besoin des technologies les plus récentes pour faire la différence avec la Russie.**

L'urgence est maintenant d'avancer sur la production d'armements en Ukraine conjointement avec des entreprises françaises. Les autorités ukrainiennes ont fait de la production de munitions la priorité. Si la production locale de munitions a été multipliée par vingt depuis 2022 cela reste très insuffisant. L'attention de la délégation a par ailleurs été attirée sur l'importance des pièces de rechange notamment les tubes des systèmes d'artillerie qu'il serait souhaitable de pouvoir produire directement en Ukraine. Ces demandes pressantes des autorités ukrainiennes, qui ne sont que le reflet des besoins opérationnels au front, **posent la question de l'engagement de la France.** Si notre pays a répondu présent face à l'agression subie par l'Ukraine, force est aujourd'hui de constater que **le passage à l'économie de guerre, pourtant revendiqué, n'a pas eu lieu** et que nous n'avons pas assez inscrit notre aide dans la durée et dans la production de volumes suffisants.

Quand allons-nous enfin véritablement relancer la production de munitions ?

Dans leur récent rapport¹ sur le programme 146 relatif aux moyens capacitaires dans le PLF 2024, nos collègues Hugues Saury et Hélène Conway-Mouret ont expliqué que « *l'ambition affichée par le ministère des armées en matière de munitions demeure très insuffisante au regard des exigences des combats de haute intensité. Concernant les obus de 155 mm par exemple, les livraisons devraient être de 20.000 unités en 2024 soit l'équivalent de quatre jours de consommation des armées ukrainiennes. (...)* »

*« Or, malgré les déclarations du Gouvernement, **les volumes d'acquisition des munitions resteront dans les années à venir similaires aux moyennes constatées les années précédentes pour les munitions d'artillerie. Cela place dangereusement la France en décalage par rapport à ses partenaires.** Le gouvernement américain a pris la décision de multiplier par six sa production de munitions d'artillerie tandis que le Royaume-Uni a passé plusieurs contrats importants à ses industriels et que l'Allemagne a commandé 150.000 munitions d'artillerie à Rheinmetall. Nexter estime qu'il conviendrait de garantir l'achat de 15.000 obus pour permettre de pérenniser la filière et rendre possible une montée en puissance (« ramp up ») rapide de la production à 40 à 45.000 obus. À plus long terme le groupe KNDS/Nexter vise une capacité de production de 100.000 obus et appelle toujours de ses vœux davantage de perspectives sur les commandes de l'État. »*

Recommandation n°4 : il est urgent que l'État organise et finance la multiplication des chaînes de production de munitions dans la logique de la préparation à un conflit de haute intensité et pour accroître les livraisons à l'Ukraine. L'effort à réaliser est conséquent dans ce domaine, car la LPM 2024-2030 n'a pas répondu correctement à cet enjeu. L'urgence est de pouvoir produire plusieurs centaines de milliers d'obus par an et un nombre suffisant de bombes et missiles. Nous en sommes très loin. Il faut donc agir sans plus tarder.

Les autorités ukrainiennes regrettent par ailleurs que la Russie réussisse toujours à se procurer des composants électroniques occidentaux qu'elles retrouvent dans les débris de missiles. Un renforcement des contrôles sur l'exportation de ces composants stratégiques est nécessaire.

Plus généralement les différents interlocuteurs rencontrés ont estimé que les sanctions imposées à la Russie avaient joué un rôle important pour contenir les capacités russes mais que le pays avait progressivement réussi à desserrer l'étau en renforçant ses relations avec des pays qui n'appliquaient pas ces sanctions. La Russie a développé des coopérations étroites avec l'Iran ainsi qu'avec la Chine en matière de drones. Les livraisons de munitions en provenance de Corée du Nord bénéficient par ailleurs du soutien chinois considère le commandement ukrainien.

Dans ces conditions, Il faut certes maintenir les sanctions existantes mais également réfléchir aux moyens de les élargir aux pays qui ne les appliquent pas et à les renforcer.

Recommandation n°5 : maintenir les sanctions existantes et en adopter de nouvelles pour limiter autant que possible les capacités du complexe militaro-industriel russe.

« Tous les pays européens doivent prendre leur part, or tout le monde ne joue pas le jeu. »

Cédric Perrin

¹ <https://www.senat.fr/rap/a23-130-8/a23-130-8-syn.pdf>

B. LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE UNE ALLIANCE DE LONG TERME AVEC L'UKRAINE ET DE CONTENIR L'IMPÉRIALISME RUSSE

La question qui est posée aujourd'hui à la société ukrainienne tient au sens du combat et du sacrifice exigé pour préserver un modèle de société qui s'est rapproché de celui des autres Européens. Les Ukrainiens ont majoritairement fait un choix difficile depuis 2014 consistant à rompre avec la Russie pour échapper à son pouvoir autoritaire et à ses revendications impérialistes. **Ce choix est sans retour et il doit pouvoir se traduire, à terme, par une intégration au reste de l'Europe.**

Il revient à l'Ukraine de faire sa part du chemin en poursuivant la lutte contre la corruption, mais également en préservant la diversité et le pluralisme dans le débat public, en particulier dans les médias. L'adoption des standards européens en matière économique posera également la question de la réorganisation de ses secteurs agricole et industriel. Cette transformation est déjà en route dans le secteur de la défense où un réseau de PME innovantes a vu le jour au sein du complexe *Brave 1* que la délégation a pu visiter. Plusieurs centaines de projets ont été instruits et retenus dont une centaine fait l'objet de financements et de développements. Ces innovations portent par exemple sur des dispositifs de brouillage et de contre-brouillage. **Cet esprit « start up » illustre le chemin parcouru par les Ukrainiens qui sont nombreux à s'être engagés dans l'initiative entrepreneuriale et l'innovation.**

Au-delà de ce que doit faire l'Ukraine elle-même, le soutien des alliés de l'Ukraine demeurera crucial en 2024 pour décider du sort du conflit. Le ministre des industries stratégiques, Dmytro Kamyshin, a ainsi rappelé le besoin urgent de l'Ukraine en certains types d'approvisionnements nécessaires pour produire des explosifs. Mais il a aussi insisté sur l'atout que pouvait représenter pour les entreprises françaises de pouvoir travailler avec des acteurs ukrainiens qui ont l'expérience des combats et dont les innovations sont directement testées sur le champ de bataille. **La guerre en Ukraine a remis en cause beaucoup de certitudes sur le déroulement des conflits modernes et il s'agit maintenant selon l'expression du ministre de « construire l'arsenal du monde moderne »** en s'appuyant toujours davantage sur la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Le **déminage** du pays nécessitera par ailleurs une coopération internationale d'envergure. Le territoire ukrainien a été miné par les Russes dans des proportions difficiles à imaginer. Les services ukrainiens viennent d'achever une cartographie des espaces concernés dans lesquels 1600 types de mines ont été identifiés. Le programme de déminage qui a été conçu avec le concours du PNUD visera à traiter les terrains agricoles, à sécuriser les personnes mais aussi à préserver les infrastructures critiques (électricité, eau, routes...).

Le déminage constituera un préalable à la reconstruction de l'Ukraine par ses alliés, dont la France. Les entretiens menés à Kiev ont permis de mesurer combien certains ministères travaillaient déjà sur les étapes qui suivraient la fin de la guerre afin de reconstruire le pays sur de nouvelles bases. Même si cet horizon peut sembler aujourd'hui éloigné on ne peut ignorer que l'Ukraine consacre déjà beaucoup d'énergie à traiter les stigmates du conflit afin de renforcer la résilience de sa société. Il est donc essentiel que les entreprises françaises du secteur des BTP, des grands réseaux d'eau et d'électricité, de transport réfléchissent à la manière dont elles pourront concourir à la reconstruction du pays.

Recommandation n°6 : développer la présence des entreprises françaises en Ukraine au-delà du secteur militaire, afin de préparer la phase de reconstruction qui nécessitera des moyens importants dans tous les domaines.

Si les coopérations sectorielles sont précieuses pour l'Ukraine, c'est un partenariat beaucoup plus global qui est attendu par les autorités ukrainiennes. Le conseiller diplomatique du président ukrainien Igor Jovkva a rappelé toute **l'importance que son pays accordait à la décision du Conseil européen d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine.**

Les Ukrainiens veulent aller très vite. Ils rappellent qu'ils ont déposé leur demande de candidature le cinquième jour de l'invasion, qu'ils ont répondu en un mois au questionnaire adressé par la Commission européenne et qu'il ne leur a fallu qu'un an pour obtenir une recommandation positive de la part de la Commission.

Le gouvernement ukrainien va maintenant lancer le processus de « screening » de la totalité de sa législation. Pour Igor Jovkva « *l'Ukraine veut être appréciée selon ses propres mérites* », ce qui pourrait justifier, du point de vue ukrainien, que leur pays franchissent les étapes plus rapidement que certains autres pays-candidats.

L'Ukraine déploie la même énergie afin de remplir les conditions qui lui permettraient de rejoindre l'OTAN. Les forces armées ukrainiennes ont développé leur interopérabilité en s'appuyant sur les matériels fournis par les pays de l'OTAN. Le conseiller diplomatique du président ukrainien rappelle les espoirs que son pays nourrit à l'endroit du prochain sommet de Washington tout en comprenant les craintes que peut susciter une adhésion, tant qu'une solution au conflit actuel n'aura pas été trouvée.

Dans cette attente, **l'Ukraine attend des garanties de sécurité crédibles de la part de ses alliés, qui seraient juridiquement contraignantes.** Les échanges menés à Kiev ont laissé entendre que des discussions avaient cours sur la forme et la portée que pourraient prendre ces garanties de sécurité même si la réflexion n'a pas encore abouti.

Recommandation n°7 : réaffirmer que la souveraineté de l'Ukraine ne saurait être mise en cause dans le cadre des futures négociations de paix et notamment la capacité de ce pays à rejoindre les organisations internationales de son choix, et insister sur la légitimité de l'Ukraine à demander à ses alliés des « garanties de sécurité » vis-à-vis de son principal voisin.

« La guerre est toujours là et nous avons besoin de la France. »
Ruslan Stefanchouk, président de la Rada ukrainienne



Réunion de travail avec Igor Jovkva, conseiller diplomatique du président ukrainien en présence de l'Ambassadeur de France à Kiev Gaël Veyssière

POUR EN SAVOIR +



Cédric Perrin

Président de la commission

Sénateur du Territoire
de Belfort
(LR)

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

<http://www.senat.fr/commission/etr/index.html>



Olivier Cigolotti

Sénateur de la Haute-Loire
(UC)



Ronan le Gleut

Sénateur des Français
établis hors de France
(LR)



Jean-Marc Vayssouze-Faure

Sénateur du Lot
(SER)